



HAL
open science

Droite-gauche : les partis politiques et la culture

Vincent Dubois

► **To cite this version:**

Vincent Dubois. Droite-gauche : les partis politiques et la culture. CNRS. Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959, Larousse, p. 222-225, 2001. halshs-00491265

HAL Id: halshs-00491265

<https://shs.hal.science/halshs-00491265>

Submitted on 11 Jun 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DROITE-GAUCHE : LES PARTIS POLITIQUES ET LA CULTURE

La culture constituerait un thème "de gauche", aussi sûrement que la famille ou la sécurité sont des thèmes "de droite". Comme si des questions pouvaient porter en elles-mêmes l'orientation de leur traitement politique. Comme si, dans une division implicite du travail politique, des formations politiques revendiquaient avec succès et se voyaient concéder l'occupation privilégiée de "terrains" spécifiques. Ce sont de telles évidences apparentes qu'il faut mettre en question, en revenant sur les fondements historiques et sociaux du traitement partisan des questions culturelles.

Dans les différentes arènes politiques (gouvernementale, parlementaire, partisans ou locales), les discours et programmes culturels apparaissent généralement plus nourris du côté des partis socialiste et communiste que de la nébuleuse conservatrice et libérale ou – hormis le ministère Malraux – des structures successives et des représentants du mouvement gaulliste. L'intervention publique dans des matières souvent considérées comme relevant de l'ordre privé et individuel (comme la création ou le goût esthétique) que marquent les politiques culturelles, les mots d'ordre autour desquels elles ont été historiquement constituées (démocratiser la culture et la protéger de la seule recherche du profit) ou encore les orientations politiques les plus volontiers affichées par les artistes et les intellectuels paraissent attester d'une affinité particulière entre la gauche et la culture.

Pourtant, c'est bien lors d'un gouvernement de droite que le ministère des Affaires culturelles a été créé. Pourtant, les municipalités de droite ne dépensent pas moins pour la culture que les municipalités de gauche.

Si le signe d'égalité souvent tracé entre "la gauche" et les questions culturelles a quelques fondements, il n'a donc pas pour autant le caractère d'évidence qu'on lui attribue souvent. Revenir sur les modalités de constitution de cette évidence apparente est l'occasion d'analyser plus largement les usages politiques et la politisation des questions culturelles – leur traitement par des agents et selon les logiques du champ politique. Les échanges et concurrences sur le marché politique, la sociologie du personnel politique puis celle des traditions et milieux partisans en fournissent trois éclairages complémentaires.

La culture comme enjeu des concurrences partisans

Les prises de position et programmes politiques concernant la culture peuvent être saisis comme les composantes d'une offre proposée sur le marché des biens politiques, pour reprendre les termes des analyses proposées par D. Gaxie ou M. Offerlé. De ce point de vue, des différences importantes séparent les partis.

Les questions culturelles sont construites comme des questions politiques dès la formation du parti communiste, au sein duquel apparaissent très tôt des instances qui leur sont spécifiquement consacrées (section des intellectuels, commissions culturelles). Des

écrits, discours et propositions en grand nombre inscrivent la culture dans un programme politique. Le parti communiste et les différentes organisations qui lui sont associées proposent également une offre culturelle abondante au travers de revues (comme *La Nouvelle critique* ou les *Lettres françaises*), de maisons d'édition (comme les Éditions sociales), de spectacles présentés lors de manifestations politiques (comme la Fête de l'Humanité) et de politiques culturelles municipales développées dès le début des années 1950.

De manière plus tardive et, dans un premier temps, moins intense, la culture trouve également sa place dans l'offre politique de la gauche non communiste, surtout à partir de la restructuration du parti socialiste au début des années 1970. C'est le cas dans les différents textes programmatiques, de *Changer la vie* (1972) aux "110 propositions pour la France" du candidat François Mitterrand en 1981, et dans l'organisation interne du parti, qui est doté d'un Secrétariat national à l'action culturelle en 1974. C'est le cas également au niveau local, au travers notamment de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains et des municipalités.

Les choses sont tout autres à droite, où l'offre politique en matière culturelle se résume pour l'essentiel à l'activité – très inégalement visible – des ministres de la Culture. L'offre proprement partisane reste quant à elle très limitée, voire inexistante. On serait en effet bien en peine, aujourd'hui encore, d'identifier les propositions culturelles des partis libéraux et centristes : ni textes de référence, ni structures spécifiques n'y sont consacrées. Quant au RPR, il a fallu attendre 1993 pour que soient organisées les rencontres "Culture d'en France"

préparant la rédaction du programme culturel de ce parti. Les collectivités locales dirigées par des majorités de droite financent des équipements et des projets culturels depuis longtemps ; mais l'identification de ces interventions comme un axe politique (mesurable par exemple à la place de ces questions lors des campagnes électorales ou dans les investissements politiques d'un élu) est en général plus tardive et moins forte qu'à gauche. La tentative rapidement abandonnée de quelques élus de droite réunis au début des années 1980 pour "arracher à la gauche le monopole de la culture" illustre bien cette occupation politiquement différenciée du terrain culturel.

La structuration de l'offre politique en matière culturelle renvoie à quatre principales séries d'enjeux. Elle correspond tout d'abord à la constitution d'une "marque" politique distinctive. L'on peut ainsi interpréter les investissements culturels comme résultant d'une stratégie de formation d'un capital symbolique partisan. Pensons par exemple à l'intérêt symbolique attaché pour le parti communiste au fait d'être longtemps reconnu comme "le parti des intellectuels" : au-delà des tactiques dites de "récupération" et des alliances ponctuelles, c'est là que l'identité politique du parti communiste a été pour une part forgée. Pensons dans un autre registre à la manière dont l'identité du parti socialiste s'est nourrie de la référence aux "loisirs" du Front populaire ou plus récemment aux politiques culturelles gouvernementales du début des années 1980 : c'est là encore un crédit symbolique accumulé grâce à des investissements culturels. En l'espèce, il s'est agi non seulement d'une politisation de la culture mais aussi d'une culturisation revendiquée de la politique, le projet politique dans son ensemble étant

assimilé à un projet culturel – ce dont témoigne bien, par exemple, la “Lettre à tous les français” de François Mitterrand en 1988.

Ces usages de la culture dans la constitution de la “marque” partisane ont des conséquences – de manière évidemment différente selon les positions occupées – pour tous ceux qui, militants, élus ou gouvernants, parlent au nom du parti. S’ouvre ainsi la possibilité de revendiquer une forme (politique) de légitimité culturelle – en se présentant comme membres du parti d’Aragon ou de celui qui a doublé les crédits du ministère de la Culture. Se contractent également des obligations “culturelles” : être en mesure de s’exprimer politiquement sur des questions culturelles.

Encore une fois, on n’observe guère de tels usages dans les formations de droite. Si Malraux a sa place dans la galerie de portraits qui constitue la marque gaulliste, c’est moins le ministre des Affaires culturelles ou l’écrivain qui sont célébrés que le Résistant et le fidèle du général de Gaulle. Quelques “personnages” de droite (Jacques Chaban-Delmas en tant que maire de Bordeaux et dans une moindre mesure comme Premier ministre, Georges Pompidou comme président de la République ou encore Jacques Duhamel lorsqu’il était ministre de la Culture) ont inscrit la culture dans leur trajectoire politique personnelle, mais la “marque” de leurs groupes politiques n’a guère été cristallisée autour d’emblèmes culturels – autre que ceux, négatifs, agités en opposition à la “culture socialiste” à l’occasion de polémiques conjoncturelles liées par exemple aux colonnes de Buren ou à l’Opéra Bastille.

La constitution d'une "marque" politique a partie liée avec la recherche de soutiens. Cette logique apparaît de manière particulièrement nette dans le cas du parti socialiste. Les aréopages d'artistes dont s'est entouré François Mitterrand lors notamment des campagnes pour les élections présidentielles de 1974 et 1981 en constituent l'illustration la plus visible, mais peut-être pas la plus importante. L'offre politique de culture a également pu permettre d'entretenir l'allégeance des fractions mobilisées des soutiens du PS, qui se recrutent notamment parmi les forts "demandeurs" de culture, comme les enseignants ou les travailleurs sociaux. Cette logique d'échange apparaît particulièrement nettement au niveau local, dans la décennie 1970 et au début des années 1980. Elle paraît plus généralement à l'œuvre dans les stratégies de consolidation d'un électorat dont la structure sociale, homologue en cela à celle du personnel partisan, se marque par l'importance relative du capital culturel, et dont les attentes présumées sont dès lors en partie d'ordre culturel.

Constitution d'une "marque", recherche de soutiens : l'offre politique en matière culturelle renvoie nécessairement aux concurrences interpartisanes constitutives du jeu politique. Celles-ci permettent de mieux comprendre comment se sont établis les liens entre "gauche" et "culture". Prenons d'abord les concurrences entre partis au pouvoir et opposition. Si le ministère Malraux a pu, malgré l'opposition politique – essentiellement communiste – placer le mouvement gaulliste au pouvoir du côté des "défenseurs de la culture" jusqu'en mai 1968, la contestation "gauchiste" puis le départ de Malraux en 1969 ont durablement inversé la tendance. Au cours de la décennie suivante, de nombreuses occasions ont conduit des artistes à manifester leur

opposition à des gouvernements dénoncés comme “opresseurs” et “réactionnaires” : l’exposition d’art contemporain de 1972 où des CRS ont été dépêchés pour contenir les artistes contestataires, la phrase de Maurice Druon exhortant les artistes à choisir entre “la sébile et le cocktail molotov” ou encore le limogeage de directeurs de théâtre par le ministre Michel Guy. Chacune de ces occasions a pu être saisie par l’opposition de gauche pour se poser en “défenseurs des artistes”, et réclamer auprès d’eux la liberté de création et plus de moyens pour la culture (avec notamment la campagne pour le 1 % du budget de l’État aux affaires culturelles). C’est par exemple directement à la suite des déclarations de Maurice Druon que la culture a été inscrite sur l’agenda du congrès du parti socialiste à Grenoble, dont est issue la création du secrétariat national à l’action culturelle. À l’inverse, il est permis de penser que le déroulement de nombre des “affaires” culturelles qui ont émaillé les deux septennats de François Mitterrand – des “grands travaux” aux polémiques suscitées par le soutien public au rock ou au hip-hop – a contribué à entretenir le cliché d’une droite pour laquelle la culture se limite au patrimoine opposée à une gauche – en l’occurrence un président et un ministre de la Culture socialistes – incarnant l’“audace”, l’“ouverture culturelle” et la “création contemporaine”.

En second lieu, les questions culturelles ont été, dans les années 1970 tout particulièrement, inscrites dans des concurrences internes à la gauche. Face à un parti communiste entretenant de longue date des relations privilégiées avec des artistes et intellectuels reconnus, le “positionnement” culturel du parti socialiste procède dans un premier temps davantage d’expériences locales et valorise la “création

collective". L'un des grands débats des politiques culturelles de l'époque – création *vs* animation – est ainsi indexé sur les luttes qui opposent les deux grands partis de gauche. L'évolution ultérieure de la ligne culturelle du PS consiste à disputer au PCF le soutien des – et aux – "créateurs", et donc à renforcer les relations avec des artistes et à multiplier les propositions culturelles. Loin de l'affaiblir, ces concurrences renforcent ainsi la prééminence des partis de gauche dans l'offre politique en matière culturelle.

Les concurrences politiques dont les questions culturelles font l'objet sont également internes aux partis. C'est une fois de plus surtout vrai à gauche. Au sein du PCF, elles renvoient notamment à la place des intellectuels dans l'appareil partisan. Au PS, après avoir été directement liées aux luttes entre courants – le secrétaire national à l'action culturelle Dominique Taddéi a été évincé avec la tendance rocardienne lors du congrès de Metz en 1979 – elles ont ensuite plutôt correspondu aux relations entre parti et gouvernements socialistes dans les années 1980 et 1990, le PS étant alors à peu près entièrement dépossédé de tout rôle en matière de politique culturelle. À droite, c'est surtout lors du ministère Malraux que des concurrences internes sont apparues, lors de controverses restées célèbres – l'affaire des *Paravents* de Jean Genet ou à propos du cubisme – qui ont opposé un ministre dénonçant la censure et défendant l'art moderne aux parlementaires de son propre camp.

Investissements culturels et sociologie du personnel politique

Outre ces logiques propres au fonctionnement du marché politique, les différences qui séparent les tendances et partis politiques du point de vue de la structure sociale de leur personnel (élus, cadres partisans, membres du gouvernement) peuvent éclairer leurs différences sur le plan de l'investissement culturel.

On sait qu'au-delà de la sur-représentation des classes supérieures qui caractérise l'ensemble du personnel politique, la droite se distingue de la gauche au niveau de la structure des ressources détenues. Tendanciellement, davantage d'hommes politiques de droite doivent leur position sociale à un capital de type économique (leur patrimoine, leurs revenus), alors que la proportion des hommes politiques dont le statut social est avant tout assuré par un capital de type culturel (mesuré notamment au niveau de diplôme) est plus importante à gauche. On trouve ainsi davantage de petits commerçants, de cadres du privé, de chefs d'entreprise à droite qu'à gauche ; plus d'instituteurs, de cadres du public, de professions intellectuelles à gauche qu'à droite. À cette première différence s'en superpose une seconde, qui concerne les modalités d'accession aux positions sociales occupées : l'importance de la méritocratie scolaire croît avec celle du capital culturel, celle de l'héritage avec le poids du capital économique.

De ces différences sociographiques découlent des dispositions différentes à l'égard de la culture. En premier lieu, l'on est d'autant plus enclin et l'on se sent d'autant plus autorisé à parler de culture que l'on dispose d'un capital culturel élevé, mais aussi que la part du capital culturel est importante dans la position qu'on occupe. Autrement dit l'intérêt – ici politique – porté à la culture ne dépend pas seulement

du “niveau culturel” mais aussi de l’importance prise par la culture dans l’acquisition du statut social – qui comme on l’a vu varie tendanciellement en fonction des appartenances politiques. En second lieu, l’on peut faire l’hypothèse que les trajectoires d’ascension sociale grâce à l’école et la culture qui marquent – et pas seulement dans la mythologie méritocratique – les hommes politiques de gauche en proportion plus importante prédisposent à penser et à traiter les questions éducatives et culturelles dans des termes directement politiques : la démocratisation de l’accès à la connaissance et à l’art, les vertus émancipatrices de cet accès, etc.

Culture et “milieux partisans ”

On peut enfin lancer une troisième et dernière piste, qui s’inscrit cette fois dans la perspective d’une approche “sociétale” des partis politiques. Au-delà de la seule organisation formelle d’un parti, il s’agit alors d’appréhender un “milieu partisan”, c’est-à-dire selon F. Sawicki “l’ensemble des individus et des groupes – ainsi que les réseaux qui les lient –, dont les activités contribuent, sans que cet objectif soit nécessairement recherché, à faire exister un parti donné”. Ces milieux partisans intègrent plus ou moins d’agents et d’institutions relevant du champ culturel.

Dans le cas du parti communiste, au moins jusqu’au début des années 1970, ce milieu intègre ceux qui ont été les “artistes du parti” dans l’immédiat après-guerre, les différentes figures des petits et grands “compagnons de route” intellectuels, les journalistes culturels de *l’Humanité* et des autres supports de la presse communiste, les

syndicalistes des comités d'entreprise et tout le réseau beaucoup plus lâche d'artistes, de metteurs en scène, de "travailleurs intellectuels", etc., intégrés plus ou moins fortement et plus ou moins durablement au gré des mobilisations ou des politiques culturelles des municipalités communistes.

Le "milieu" du parti socialiste intègre lui aussi nombre d'artistes et d'intellectuels mais aussi des fédérations d'éducation populaire, des énarques culturels, et là encore tout un réseau dont la partie la plus visible a été dénoncée comme une "coterie" au moment des ministères Lang.

Les partis de droite ont moins généré de telles nébuleuses – ou ont moins été générés par elles. Pas de structure d'encadrement des loisirs et des pratiques culturelles, un réseau d'artistes moins étendu, des organes intellectuels souvent marginaux – comme le Club de l'horloge.

Dans ces milieux partisans, s'élaborent des "cultures partisans" – au sens de traditions politiques – différentes. Non seulement des idéologies politiques formalisées, mais des visions du monde, des croyances et des valeurs qui – comme le théâtre populaire pour le PCF ou l'anti-racisme pour le PS – doivent beaucoup à la composante culturelle des milieux partisans et, sans en être l'apanage exclusif, marquent fortement l'identité de ces partis. Ces cultures partisans comprennent également les conceptions que l'on se fait du rôle du parti.

Le rôle du PCF comme "instituteur des masses" ne se fonde pas seulement sur les écrits de Marx et Lénine. Il s'enracine aussi et

peut-être surtout dans des relations qui, dans certaines conditions, ont pu faire de ce parti un moyen de formation pour des militants et des élus, ceux-ci se trouvant en retour particulièrement enclins à jouer un rôle analogue pour “le peuple”. De même, l’alliance – et ses limites – de cette “avant-garde politique” avec l’avant-garde artistique procède moins de la collusion abstraite de deux collectifs qu’elle ne prend forme et sens dans des relations entre des politiques et des artistes, produites et productrices du “milieu” et de la “culture” communiste et de leurs transformations. Et l’on pourrait bien sûr appliquer le même raisonnement aux autres formations politiques, les différences dans l’importance et l’orientation de la ligne culturelle des partis s’analysant alors comme le résultat de “cultures partisans” formées au sein de “milieux” différemment structurés.

*

Produits d’une histoire complexe, les rapports entre partis politiques et culture ne sont, on le voit, ni univoques ni immuables. Pour qui aurait tendance à l’oublier, le “combat culturel” engagé par le Front national dans les années 1990 est là pour rappeler que la politisation – au sens du traitement en des termes politiques – de la culture n’est pas naturellement “de gauche” et encore moins évidemment “démocratique”. Pour rappeler également que l’histoire de cette politisation – au sens cette fois des usages partisans de la culture – n’est pas terminée, et peut être susceptible des (ré)inventions les moins attendues.

Vincent Dubois